

LA « MAIRE » DE TOUTES LES BATAILLES : LEÇONS DE L'OBSERVATOIRE SUR LES MUNICIPALES 2026

Chloé Alexandre, Stewart Chau

13/03/2026

Malgré une défiance politique généralisée, le scrutin municipal conserve une exception locale : les Français restent attachés à leur commune, perçue comme un espace plus concret, apaisé et proche du quotidien. Mais des fragilités existent, notamment parce que les maires concentrent des attentes croissantes – souvent au-delà de leurs compétences et de leurs moyens. C'est un des enseignements de notre Observatoire des municipales dont Chloé Alexandre et Stewart Chau font le bilan. Ils montrent ainsi que l'enjeu des municipales de 2026 est donc aussi de préserver la capacité d'action et la crédibilité de l'échelon communal, dernier rempart relatif à la défiance politique.

Malgré une défiance politique généralisée, le scrutin municipal reste marqué par un intérêt fort. Il conserve une capacité unique à assurer le lien entre les citoyens et la sphère politique, grâce à la proximité et à la valorisation d'une politique à taille humaine. Les données de l'Observatoire des élections municipales 2026 Verian pour la Fondation Jean-Jaurès qui s'étendent sur sept vagues thématiques depuis septembre 2025 démontrent que l'attachement au territoire demeure fort à de multiples égards.

Ce phénomène d'« exception locale » s'accompagne de perceptions largement positives sur le cadre de vie communal. Les Français expriment un optimisme et une confiance notables envers leur commune et leur maire, contrastant avec le pessimisme ambiant à l'échelle nationale. Pour autant, en creux, cela rappelle aussi l'attention à porter à la capacité des maires et des exécutifs locaux à agir pour continuer à nourrir ce lien démocratique, pour ne pas risquer qu'il se dégrade.

Un intérêt ancré pour les municipales fondé sur la valorisation de la politique à taille humaine

Face à la défiance politique croissante abondamment commentée et documentée depuis plusieurs années, **les élections municipales font état, pour l'heure, d'une singularité précieuse : elles conservent la capacité à maintenir un lien particulier entre les citoyens français et la sphère politique** dans une France qui comporte plus de 34 000 communes.

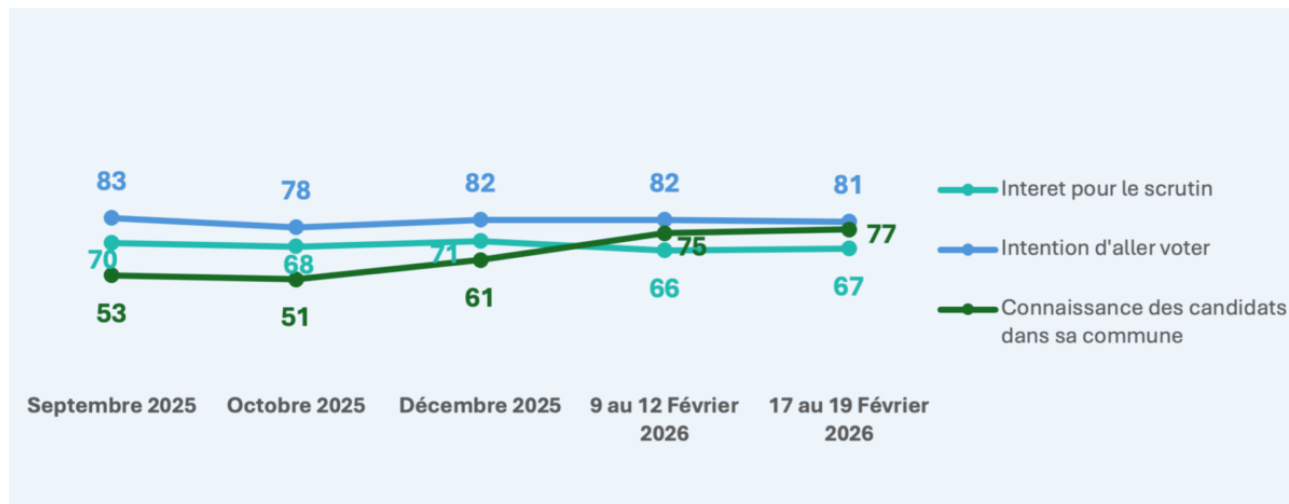
Un intérêt et un attachement pour l'échelon communal qui se confirme

Depuis septembre dernier, Verian mesure dans son Observatoire des municipales 2026 l'intérêt porté par les citoyens à ce scrutin et un constat s'impose désormais avec netteté et stabilité : **les Français se montrent fortement attentifs à cette échéance** dont le premier tour aura lieu le 15 mars 2026. Deux tiers des Français se déclarent « intéressés » par les élections municipales, dont un tiers « très intéressés ». Si l'appétence pour le scrutin est un peu en deçà chez les plus jeunes ou dans les catégories populaires, les chiffres par taille de commune soulignent en revanche une grande homogénéité.

Cet intérêt se traduit par une intention de se déplacer aux urnes relativement élevée et précoce.

Déjà en septembre 2025, avant même que les listes soient stabilisées et les campagnes lancées, huit Français sur dix pensaient aller voter, dont six sur dix « certainement ». Six mois plus tard, ces proportions sont toujours stables : 61% disent certainement aller voter le 15 mars au premier tour des élections municipales dans leur commune. Un fait d'autant plus remarquable dans un pays où 72% des communes sont de nature rurale et ont moins de 1000 habitants. Souvent, l'élection n'invite pas les électeurs à trancher mais seulement à manifester leur soutien à la seule liste en lice : ce sera le cas cette année dans 69% des communes françaises.

Baromètre municipal Verian 2026 pour la Fondation Jean-Jaurès



Cette « exception locale » n'est pas sans lien avec les perceptions positives que les Français portent sur leur cadre de vie. À rebours du climat national, l'échelon communal nourrit un attachement et un optimisme réel. Là où prédomine habituellement un « pessimisme olympique » à l'échelle du pays, la commune demeure un espace où les citoyens projettent davantage de confiance, de stabilité et de perspectives. Une mécanique d'opinion que l'on retrouve dans de nombreuses études sur le bonheur individuel et le bonheur collectif : « je vais bien moi-même, ça va mal ensemble ». Plusieurs indicateurs, très stables, que Verian a suivis sur les six derniers mois illustrent ce constat :

- 57% sont satisfaits de vivre dans leur commune (contre 16% insatisfaits et 25% qui se déclarent neutres) ;
- 61% se disent même optimistes quant à l'avenir de leur commune (contre 28% de pessimistes et 11% qui ne se positionnent pas) ;
- 66% recommanderaient à leurs proches de venir habiter dans sa commune (contre 23% qui ne le feraient pas et 11% qui ne savent pas) ;
- 57% des Français qui se projettent sur leur lieu de résidence à l'avenir pensent rester vivre dans leur commune actuelle encore au moins dix ans.

La commune, un lieu qui produit encore du commun

Plusieurs explications peuvent sous-tendre l'attrait des Français pour le local.

D'abord, à l'heure de l'individualisation croissante des parcours de vie, la commune est un espace de maintien du partage, de rencontres et de lien social, comme les chiffres de la troisième vague ont pu le montrer¹ :

- 59% des Français connaissent des gens dans leur commune, 71% font confiance à leurs voisins ;
- 66% considèrent que les habitants de leur commune s'entendent bien, 65% jugent l'ambiance dans leur ville « conviviale » ;
- les moments et les expériences de partage existent bel et bien, puisque 73% des Français disent avoir déjà participé à un événement organisé dans la commune au cours des douze derniers mois.

La commune, le lieu de l'apaisement et du concret

Ensuite, la commune, à l'exception des grandes métropoles, apparaît comme un espace politique plus apaisé, plus à distance de la conflictualité et des polarisations radicales observées sur la scène politique nationale. En complément, tandis que la frustration à l'égard de la politique nationale s'amplifie à mesure que la globalisation complexifie les enjeux de gouvernance, les territoires locaux restent une incarnation plus concrète des politiques publiques et sont une source de réassurance sur la capacité à agir au moins à son échelle. Les relations de cause à effet des décisions municipales sur la vie quotidienne semblent aussi plus appropriables. La septième vague de l'Observatoire² montre ainsi que :

- 58% des Français considèrent que la campagne municipale est moins violente que les campagnes nationales (contre 16% autant, 4% davantage et 22% sans avis) ;
- 70% des Français qualifient d'ailleurs la campagne dans leur commune de calme et respectueuse (contre 17% tendue et conflictuelle, et 13% sans avis) ;
- les Français considèrent aussi que la campagne locale est plus épargnée par les rumeurs et la désinformation, à 39% (contre 28% autant, 9% davantage et 24% sans avis) ;
- 40% des Français pensent que les campagnes électorales municipales sont plus concrètes que les campagnes nationales (contre 31% autant et 15% moins), 24% les trouvent aussi plus intéressantes (contre 42% autant et 21% moins).

La commune, entre proximité et confiance latente

Enfin, la commune représente davantage l'espace du palpable avec une confiance politique nourrie par la proximité et l'interconnaissance, une confiance qui semble d'autant plus solide qu'elle est accordée par défaut pour nombre de citoyens qui admettent, malgré leur goût pour le concret, connaître peu les prérogatives du maire et les actions du conseil municipal.

- Les différentes vagues de l'Observatoire ont ainsi permis de relever qu'un tiers des Français

reconnaissent être finalement peu informés sur les pouvoirs du maire et 50% sur les liens avec les intercommunalités. Pêle-mêle sur les dossiers pratiques, 42% revendiquent être informés sur le budget de leur commune, 22% ne savent pas dire si leur ville mène des actions sur la mobilité dans une perspective environnementale³, 24% ne savent pas dire où en est leur commune en matière de transition énergétique⁴. Sur le volet social, 27% des Français ne savent pas s'exprimer sur les actions de la commune en matière d'accès au soin, 31% sur la prévention en santé⁵, 17% sur les politiques favorables au bien vieillir.

- Face à ces connaissances fragiles s'oppose une forme de confiance *a priori* et forte, permise par le relationnel : 67% des Français font confiance à leur maire, 75% à leurs services municipaux. En parallèle, 52% disent avoir déjà rencontré le ou la maire de sa ville, un chiffre qui grimpe à 80% dans les communes rurales.
- Mais la confiance nourrie par l'évaluation *a posteriori* existe néanmoins et s'avère elle aussi plutôt positive : la moitié des Français affirment souhaiter que les grandes orientations de l'action municipale dans leur commune soient poursuivies (contre 30% qui attendent du changement et 21% qui ne se positionnent pas).

L'attachement à la commune générateur d'engagement

Preuve ultime de l'attachement des Français à leur commune, l'engagement que certains sont prêts à fournir pour elle est parlant⁶.

- Par exemple, si les finances locales restent un sujet épineux, 43% à se dire prêts à verser une contribution annuelle exceptionnelle (entre 10 et 50 euros par an) pour aider leur commune à maintenir ses services publics.
- Plus inattendu encore : 23% accepteraient le retour de la taxe d'habitation pourtant récemment supprimée et alors même que les craintes sur la dégradation du niveau de vie est bien réelle.
- Dernière preuve, 42% des Français déclarent être prêts à offrir bénévolement du temps pour entretenir leur commune : nettoyage, espaces verts, petites réparations. Un sur cinq irait jusqu'à deux heures par mois.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

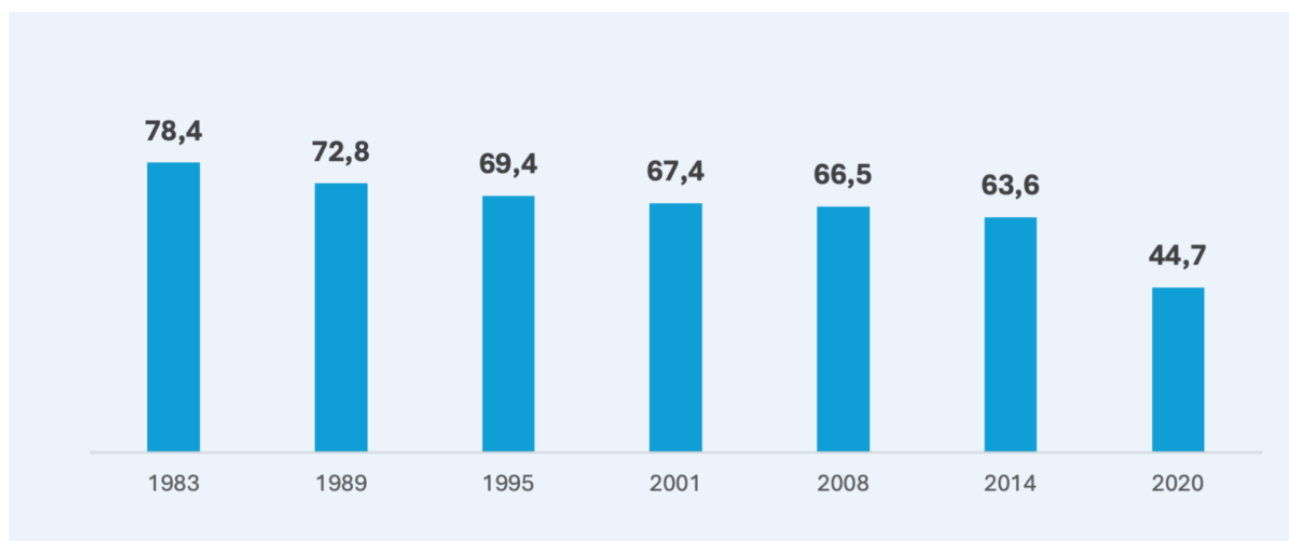
Une participation annoncée qui évoque davantage une résistance qu'une mobilisation massive et qui rappelle les défis à relever

Une participation en demi-teinte

En écho à la confiance que les Français continuent d'accorder à leur maire et mairie, contrairement aux autres acteurs et institutions politiques, les élections municipales résistent mieux à la tendance de long terme de lente érosion de la participation. Celle-ci touche de nombreux scrutins et peut interroger au regard du rôle central des élections dans une démocratie représentative. Le scrutin 2020 mis de côté, la participation aux élections municipales se maintient pour l'instant au-dessus de 60%, tandis que les derniers scrutins régionaux et départementaux n'ont mobilisé qu'un tiers du corps électoral, que les élections européennes stagnent depuis leur création entre 40% et 50% de participation, et que les élections législatives qui tendent à perdre du sens face à l'élection présidentielle ne rassemblaient plus que 47,5% des inscrits en 2022.

Pourtant, il ne faudrait pas oublier que la participation électorale aux scrutins municipaux a baissé de 15 points depuis les années 1980. **Si la participation au premier tour s'annonce supérieure à celle enregistrée en 2020, le regain ne devra pas être analysé comme un sursaut de mobilisation** important tant l'abstention avait été importante en 2020 à cause du contexte particulier de crise sanitaire. Replacé dans un relevé historique sur plusieurs scrutins, le cru 2026 semble plutôt de nature à s'inscrire lui aussi dans une tendance à la baisse malgré tout.

Participation aux élections municipales depuis 1983, ministère de l'Intérieur



Une élection avec des attentes

Les limites de la résistance relative de la mobilisation citoyenne dans les urnes au niveau local sont à chercher du côté des défis de gouvernance auxquels la vitalité démocratique locale est confrontée.

La figure du maire semble devenir le réceptacle d'une incapacité de la politique nationale à changer la vie. La dissociation à laquelle on assiste entre le désamour envers la politique nationale et l'espace préservé de la politique locale fait peser sur les maires les espoirs inassouvis par les acteurs et institutions nationales. La sécurité, par exemple, qui trône de loin en tête des préoccupations qui compteront pour le scrutin local à venir pour 43% des Français, rentre certes en partie dans les compétences du maire qui a autorité sur la police municipale et qui a en charge d'assurer la tranquillité et la salubrité publique. Mais cette attente forte sur la sécurité qui transcende les groupes d'âge, les sympathies politiques et les tailles de commune renvoie également et surtout au fait que la sécurité est un enjeu souvent en tête des préoccupations des Français pour le pays⁷.

Les attentes en matière de soins, importantes dans le vote de 20% des Français, de protection de l'environnement (16%), de logement (15%) et d'emploi (13%), renvoient également à des sujets sur lesquels les pouvoirs locaux n'ont une petite marge de manœuvre, surtout dans les moyennes et grandes villes, mais qui dépendent plus nettement des décisions politiques nationales. Dans le détail, les Français en sont conscients et considèrent d'ailleurs les communes comme actrices responsables seulement en complément des autorités nationales : sur la santé par exemple, 27% lui accordent un rôle central, mais 43% lui assignent plutôt un rôle d'accompagnement. Dans le même ordre d'idées, 37% citent l'État comme premier pilote de la transition énergétique locale, et seulement 27% les mairies.

Même la fiscalité locale, en troisième position des sujets qui importent pour faire son choix, dépend en partie des arbitrages au niveau de l'État. Les augmentations de la taxe foncière dans de nombreuses villes nourrissent une forte opposition chez les habitants (76% lors de la vague 1 de l'Observatoire), tout comme l'idée de réintroduire la taxe d'habitation (63%)⁸. Pour autant, les Français sont conscients des difficultés budgétaires des collectivités locales et du rôle de l'État dans cette évolution compte tenu des réductions de dotations : 58% des Français interrogés déclarent ne pas comprendre cette décision et, qu'ils acceptent ou non l'idée qu'il y aurait des efforts à faire pour faire des économies, 74% des Français considèrent que cette rétractation va avoir ou a déjà eu des conséquences regrettables pour la commune.

Ainsi, le maire se retrouve à la fois chargé des espoirs d'action politique par ses électeurs, y compris d'une extension des domaines des attentes qui débordent de ses compétences ; mais les Français constatent aussi avec lucidité que celui-ci est de plus en plus dépossédé des moyens pour agir. **Aussi bien qu'au-delà la couleur politique des maires élus au lendemain des élections municipales** (pour ceux qui se présentent avec une étiquette) et des rapports de force entre partis qui occuperont les commentaires politiques, **il s'agira de ne pas oublier un autre enjeu plus structurel : comment rassurer sur le pouvoir d'action des exécutifs locaux pour éviter un effet de déception ?** Faute de quoi, le lien démocratique à cet échelon de gouvernance qui est le dernier bastion encore préservé de la défiance citoyenne pourrait finir par céder lui aussi. **À l'issue du 22 mars 2026, tout doit porter vers un objectif : que le maire ne devienne pas le héros condamné de notre démocratie.**

1. Stewart Chau, *Ni repli, ni indifférence : la commune reste un espace de liens où les Français font « encore » société*, Fondation Jean-Jaurès, 24 décembre 2025.
2. Guillaume Caline, *Municipales 2026 : la menace discrète de la désinformation*, Fondation Jean-Jaurès, 10 mars 2026.
3. Stewart Chau, *Au carrefour des mobilités locales : quand chaque Français choisit sa voie*, Fondation Jean-Jaurès, 14 novembre 2025.
4. Stewart Chau, *Transition énergétique : un enjeu majeur, encore mal incarné et peu lisible à l'échelle locale*, Fondation Jean-Jaurès, 26 février 2026.
5. Stewart Chau, *Accès aux soins : l'urgence au cœur des municipales*, Fondation Jean-Jaurès, 22 janvier 2026.
6. Stewart Chau, *Les Français et leur « commune passion »*, Fondation Jean-Jaurès, 2 octobre 2025.
7. Enquêtes Eurobaromètre standard réalisées en face-à-face auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. Représentativité assurée par la méthode aléatoire. Terrain réalisé en mars et avril 2025.
8. Stewart Chau, *Les Français et leur « commune passion »*, op. cit.